

LES

Congrès Socialistes Internationaux

Ordres du jour et Résolutions

publié par

LE BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

DE BRUXELLES



GAND

Société coopérative « Volksdrukkerij », rue Hautport, 29

—
1902

Aux Partis Ouvriers Socialistes

Conformément à la résolution du Congrès socialiste international tenu à Paris en 1900, nous publions aujourd'hui le code des résolutions prises aux Congrès socialistes internationaux de Paris en 1889, de Bruxelles en 1891, de Zurich en 1893, de Londres en 1896, de Paris en 1900.

Nous donnons tout d'abord l'ordre du jour définitif de chacun de ces congrès, afin que nos camarades puissent se rendre compte facilement des questions qui y ont déjà été discutées. Nous avons cru indispensable de mettre aussi sous leurs yeux les conditions d'admission, formulées par les congrès.

Les résolutions ont été classées d'après la nature des objets traités et en suivant l'ordre chronologique afin de mieux indiquer les modifications successives qu'elles peuvent avoir subies.

* * *

Le Congrès socialiste international de Paris a eu pour pensée en décidant la publication de ce code de fournir aux organisations ouvrières et aux travailleurs qui se réclament du socialisme, une direction précise et coordonnée de l'action socialiste dans tous les pays ; il a voulu par cette publi-

cation les renseigner exactement sur la solution que le socialisme international apporte aux questions politiques, économiques et morales que soulève la critique socialiste du monde capitaliste.

Le Secrétariat aurait voulu compléter ce code par la publication des résolutions votées par les congrès de l'Association internationale des Travailleurs depuis 1868, mais le peu de ressources dont il dispose l'a obligé à ajourner ce projet.

Pour le Secrétariat

VICTOR SERWY

secrétaire

Les Ordres du Jour

Congrès international ouvrier socialiste, organisé par
la Fédération des Travailleurs Socialistes de France,
juillet 1889.

1. Législation internationale du travail. — Réglementation légale de la journée. Travail de jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants, surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, comme de l'industrie domestique. Voies et moyens pour obtenir ces revendications.
2. Des moyens les plus pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous pays, sans, pour cela, porter atteinte à leur autonomie.
3. Des coalitions patronales et de l'intervention des pouvoirs publics.
4. Fixation de la date et du lieu du prochain congrès. Règlement à adopter pour la convocation, son organisation et la tenue de ses séances.

Nations représentées : Allemagne, Angleterre, Autriche, Hongrie, Belgique, Espagne, Danemark, France, Hollande, Italie, Pologne, Russie, Suisse, Roumanie, Suède.

* * *

Congrès international de Paris, 14-21 juillet 1889.

1. Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée de travail. Travail de jour, de nuit, des adultes, des femmes, des enfants;
2. Surveillance des ateliers de la grande et petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique;
3. Voies et moyens pour obtenir ces revendications;
4. Abolition des armées permanentes et armement du peuple.

Nations représentées : Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Hollande, Italie, Pologne, Russie, Suisse, Danemark, Roumanie, Suède.

* * *

Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles,
août 1891

1. *La Législation du Travail*

De l'état de la législation protectrice du travail, au point de vue national et international et des moyens à employer pour l'étendre et la rendre efficace.

Rapporteur : Emile Vandervelde (Belgique).

2. *La question juive*

Rapporteur : Jean Volders (Belgique).

3. *L'organisation, la coalition et l'agitation*

I. Du droit de coalition, de ses garanties, des grèves, du boycottage et du mouvement corporatif au point de vue international.

II. Organisation sérieuse et pratique : a) de la correspondance ouvrière internationale; b) de la statistique ouvrière universelle; c) de l'entente internationale entre les ouvriers de tous les métiers, par la création d'un comité syndical par nation et d'un comité syndical international; d) de

la communication régulière de renseignements divers, au moyen d'un almanach et d'un calendrier socialistes internationaux, traduits dans toutes les langues et paraissant annuellement; e) de la propagande et de l'agitation socialistes dans tous les pays.

Rapporteurs : Groussier (France) et Boch (Allemagne).

4. *Le militarisme*

De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis à vis du militarisme.

Rapporteurs : W. Liebknecht (Allemagne) et Ed. Vaillant (France).

5. *De l'usage du parlementarisme et du suffrage universel au profit de la cause ouvrière socialiste, de la tactique à employer pour arriver à l'émancipation des travailleurs, et des moyens à mettre en œuvre pour la réaliser.*

La question fut retirée.

6. *De l'alliance des partis ouvriers socialistes avec les partis bourgeois.*

La question fut retirée.

7. *Le travail aux pièces et à forfait.*

De sa suppression.

Rapporteur : Louis Bertrand (Belgique).

8. *La question féminine.*

Rapporteur : Singer (Allemagne).

9. *Le Premier Mai.*

Célébration internationale du 1^{er} mai, consacrée à la fois au principe des huit heures, à la réglementation du travail et à l'affirmation universelle du prolétariat pour le maintien de la paix des nations.

Rapporteur : Petersen (Danemark).

10. *Le titre uniforme du Parti.*

Adoption d'une désignation générale uniforme pour indiquer le groupement de tous les partis ouvriers du monde. Propositions : Parti socialiste international (Paris); Parti ouvrier socialiste international (Belgique).

Retirée de l'ordre du jour.

11. *Le prochain Congrès.*

Demande et proposition d'un congrès à Chicago, en 1893, et manifestation internationale en cette ville; désignation de la date et de l'époque du prochain congrès ouvrier socialiste international.

12. *Organisation des travailleurs de la mer.*

Nationalités représentées : Allemagne : 42 délégués; Angleterre : 23; Autriche : 11; Danemark : 3; France : 69; Norvège : 1; Suède : 1; Espagne : 1; Pologne : 7; Roumanie : 5; Suisse : 10; Italie : 4; Etats-Unis : 6; Hollande : 9; Belgique : 145.

* * *

Congrès international ouvrier de Zurich, avril 1893

1. *Mesures à prendre pour la réalisation internationale de la journée de huit heures.*

Rapporteur : Fauquez (Suisse).

2. *Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre.*

Rapporteur : Plekhanoff (Russie).

3. *Le 1 Mai.*

Rapporteur : V. Adler (Autriche).

4. *Protection des ouvrières.*

Rapporteur : citoyenne Kautsky (Allemagne).

5. *La tactique politique des socialistes démocrates.*

a) *Parlementarisme et agitation électorale.*

b) *Législation directe par le peuple.*

Rapporteur : Em. Vandervelde (Belgique).

6. *La question agraire.*

Rapporteur : Jaclard (France).

7. *Formation nationale et internationale de syndicats professionnels.*

Rapporteurs : Allemane (France) et Volders (Belgique).

8. *Le Suffrage Universel.*

Rapporteur : Ellenbogen (Autriche).

9. *Immigration des ouvriers en Amérique et en Australie.*

10. *La question du Siam.*
11. *La grève générale.*
12. *Organisation internationale de la démocratie socialiste.*

Nationalités représentées : Angleterre : 65 délégués ; Autriche : 39 ; Belgique : 17 ; Australie : 1 ; Bulgarie : 2 ; Danemark : 2 ; Etats Unis : 3 ; France : 38 ; Espagne : 2 ; Hollande : 6 ; Hongrie : 10 ; Italie : 23 ; Pologne : 10 ; Roumanie : 5 ; Russie : 1 ; Serbie : 1 ; Norvège : 1 ; Suisse : 101.

* *

Congrès international socialiste ouvrier de Londres,
juillet 1896

1. *La question agraire.*
Rapporteur : Em. Vandervelde (Belgique).
2. *Action politique.*
Rapporteur : G. Lansbury (Angleterre).
3. *Education et développement physique.*
Rapporteur : Sidney Webb (Angleterre).
4. *Organisation.*
Rapporteur : C. A. Gibson (Angleterre).
5. *La guerre.*
Rapporteur : E. Wurm (Allemagne)
6. *Action économique et industrielle.*
Rapporteur : P. Brocklehurst (Angleterre).
7. *Atteintes aux libertés.*
Rapporteur : Bruce Glasier (Angleterre).
8. *Conditions d'admission au prochain congrès.*
Rapporteur : W. Liebknecht (Allemagne).

Nationalités représentées : Allemagne : 48 délégués ; Australie : 1 ; Autriche : 6 ; Angleterre : 295 ; Belgique : 19 ; Bohême : 1 ; Bulgarie : 4 ; Etats-Unis : 7 ; Danemark : 7 ; France : 125 ; Espagne : 6 ; Hollande : 13 ; Hongrie : 2 ; Italie : 10 ; Pologne : 13 ; Portugal : 1 ; Roumanie : 1 ; Russie : 7 ; Suède : 2 ; Suisse : 12.

* *

Congrès socialiste international de Paris, 23 au 27 septembre 1900.

1. *Exécution des décisions du congrès.*
Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationales des travailleurs et des socialistes.
Rapporteur : H. Van Kol (Hollande).
2. a) *Législation internationale du travail par la limitation de la journée de travail.*
Rapporteur : Wurm (Allemagne).
b) *De la possibilité d'un minimum de salaire dans les divers pays.*
Rapporteur : Gheude (Allemagne).
3. *Le Premier Mai.*
Rapporteur : Boemelburg (Allemagne).
4. *Des conditions nécessaires de l'affranchissement du travail :*
a) Constitution et action du prolétariat organisé en parti de classe.
b) Expropriation politique et économique de la bourgeoisie;
c) Socialisation des moyens de production.
Rapporteur : Ellenbogen (Autriche).
5. *La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois.*
Rapporteurs : Em. Vandervelde (Belgique) et E. Ferri (Italie).
6. *La politique coloniale.*
Rapporteur : H. Van Kol (Hollande).
7. *Paix internationale; militarisme; suppression des armées permanentes.*
Rapporteur : Rosa Luxembourg (Allemagne).
8. *Organisation des travailleurs maritimes.*
Rapporteur : Störmer (Allemagne).
9. *La lutte pour le Suffrage Universel et la législation directe par le peuple.*
Rapporteur : Pernerstosffer (Autriche).
10. *Socialisme communal.*
Rapporteur : E. Vinck (Belgique).

11 *Les trusts.*

Rapporteur : Wibaut (Hollande).

12. *La grève générale.*

Rapporteurs : Legien (Allemagne) et A. Briand (France).

Nationalités représentées : Allemagne : 57 délégués ; Angleterre : 95 ; Autriche : 10 ; Belgique : 37 ; Bohême : 2 ; Bulgarie : 3 ; Danemark : 19 ; Espagne : 4 ; Etats-Unis : 6 ; France : 1073 ; Hollande : 9 ; Hongrie : 1 ; Irlande : 3 ; Italie : 15 ; Norvège : 1 ; Pologne : 20 ; Portugal : 1 ; République Argentine : 1 ; Russie : 24 ; Suède 3 ; Suisse : 10.

II

Organisation des Congrès — Conditions d'admission

Demande et proposition d'un Congrès à Chicago, en 1893, et manifestation internationale en cette ville, désignation de la date et de l'époque du prochain Congrès ouvrier socialiste international.

Il est décidé, sur la proposition du bureau, que le prochain Congrès international se tiendra en 1893, en Suisse, le choix de la ville étant laissé au parti ouvrier Suisse.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Il est décidé que ne pourront *participer* au prochain Congrès de Zurich, que les associations acceptant ces deux principes : *l'intervention de l'Etat et l'organisation.*

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Sont admis au Congrès tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de *l'organisation ouvrière* et de *l'action politique.*

(Congrès de Zurich 1893.)

— Le Bureau du Congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain Congrès, en faisant exclusivement appel :

1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la *substitution de la propriété et de la production socialiste, à la propriété et à la production capitaliste*, et qui considèrent *l'action législative et parlementaire* comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but;

2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la *nécessité de l'action législative et parlementaire*. Par conséquent, les *anarchistes sont exclus*.

La vérification du mandat des délégués sera faite par leur nationalité respective, sauf recours devant une commission spéciale, élue par toutes les nationalités représentées au Congrès.

Les mandats de toutes les nationalités représentées par moins de cinq délégués sont soumis à un Comité de vérification des mandats, ainsi que les mandats douteux.

(Congrès de Londres 1896.)

— Le Congrès décide que le prochain Congrès aura lieu en Allemagne pendant le courant de l'année 1899. En cas d'impossibilité de le tenir en Allemagne, il est résolu que le Congrès se réunira à Paris en 1900.

(Congrès de Londres 1896.)

1. Toutes les associations qui adhèrent aux principes essentiels du socialisme : *socialisation*

des moyens de production et d'échange; union et action internationales des travailleurs; conquête socialiste des pouvoirs publics par le prolétariat organisé en parti de classe;

2. Toutes les organisations corporatives qui, se plaçant *sur le terrain de la lutte de classes* et déclarant reconnaître *la nécessité de l'action politique*, donc législative et parlementaire, ne participent cependant pas d'une manière directe au mouvement politique.

(Résolution de la Conférence de Bruxelles 1899,
ratifiée par le Congrès de Paris 1900.)

Organisation socialiste internationale

a) *Le Titre uniforme du Parti*

Adoption d'une désignation générale uniforme pour indiquer le groupement de tous les partis ouvriers du monde. Le comité révolutionnaire central de Paris propose Parti Socialiste International; Le Parti Ouvrier Belge : Parti Ouvrier Socialiste International.

Renvoi à un autre Congrès.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

* * *

b) *Organisation internationale de la démocratie socialiste*

Considérant qu'il est désirable que les démocrates socialistes soient organisés internationalement sous un titre commun, mais attendu aussi que les restrictions imposées à la liberté d'association par les lois réactionnaires de plusieurs pays, sont un obstacle à la réalisation immédiate de ce désir;

Le Congrès reconnaît comme membres du parti socialiste démocratique révolutionnaire

international, toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes.

Le Congrès recommande avec urgence aux membres des partis et à tous les membres des organisations politiques et économiques de travailleurs, de *lutter sans cesse pour obtenir l'abrogation de toutes les lois restrictives du droit d'association.*

Le Congrès émet le vœu que la première partie du programme des partis démocratiques socialistes de tous les pays, contenant la nécessité d'une révolution économique soit exprimé en termes identiques pour tous, et que la deuxième partie, contenant les moyens à employer soit rédigée dans chaque pays suivant leurs conditions économiques et politiques.

(Congrès de Zurich 1893)

En présentant son rapport au Congrès, la commission désire établir que, parmi les résolutions qu'on a envoyées, elle a présenté celles qui apparaissent d'une manière précise dans les rapports et qui expriment les désirs exprimés par la majorité des résolutions. Nous n'avons pu recommander la publication d'un journal international, comme le demandent les résolutions 7 et 8, surtout à cause du prix et du fait que beaucoup de journaux socialistes existant contiennent des nouvelles sur le mouvement social des autres pays.

1. Dans l'opinion de ce Congrès on doit s'efforcer de créer un *comité international* permanent avec un *secrétaire* responsable, comité qui siégerait dans la partie de l'Europe la plus propre à son action. (Londres fut choisi comme siège du secrétariat.)

2. Un comité restreint doit être nommé par le Congrès pour rédiger des propositions destinées à amener la réalisation du vœu présenté au n° 1, et pour en faire un rapport au Congrès.

3. Le comité en question doit avoir le pouvoir d'agir comme un *comité provisoire* pour le mouvement qui aura lieu entre la date actuelle et le prochain Congrès; toute nationalité qui n'est pas représentée au comité par voix élective dans ce Congrès peut envoyer un représentant pour agir jusqu'à la réunion du prochain comité.

4. Ce Congrès reconnaît la nécessité de plus en plus grande d'informations sur le mouvement économique international, et invite toutes les nationalités à faire tous leurs efforts pour réaliser les résolutions de Bruxelles et de Zurich, au sujet des *Bureaux internationaux d'informations*.

5. En raison des grandes émigrations d'Europe en Amérique et autres continents : ce qui donne à un capitalisme extrêmement concentré le moyen de réduire les salaires et de triompher des résistances des ouvriers à l'oppression et à la dégradation;

En vue aussi du fait que beaucoup d'émi-

grants qui étaient auparavant attachés aux partis ouvriers et aux organisations des pays d'où ils venaient, n'arrivent généralement pas (surtout à cause de leur ignorance de la langue anglaise) à entrer en relation avec des groupes ouvriers de leur pays d'adoption, de sorte que les forces perdues pour le mouvement européen par l'immigration sont de même complètement perdues pour le mouvement international;

Le Congrès recommande que l'on s'arrange entre l'Europe et l'Amérique et les continents transocéaniques pour la *distribution parmi les émigrants dans les ports européens et à bord des bateaux* pour les émigrants, de *bulletins* contenant les *informations* nécessaires, et aussi pour les agitateurs socialistes dont ces continents peuvent demander le concours, afin d'organiser la partie étrangère de leur prolétariat.

(Congrès de Londres, 1896.)

CONFÉRENCE INTERPARLEMENTAIRE

Une *conférence interparlementaire* a été créée. Elle se compose d'un *délégué* par nation. Elle a pour but d'*uniformiser le travail parlementaire* dans tous les pays. Les communications doivent être adressées au citoyen Edouard Vaillant.

(Congrès de Londres 1896.)

Exécution des décisions des Congrès. Recherche et application des moyens pratiques pour l'entente, l'organisation et l'action internationales des travailleurs et des socialistes.

Le comité permanent international et le secrétaire général siégeront à Bruxelles.

* * *

— Le Congrès international socialiste de Paris, considérant :

Qu'il importe aux Congrès internationaux, destinés à devenir le parlement du prolétariat, de prendre les résolutions qui guideront le prolétariat dans sa lutte de délivrance;

Que ces décisions, résultat de l'entente internationale, doivent être traduites en actes;

Décide de prendre les mesures suivantes :

1. Un *comité d'organisation* sera nommé aussi vite que possible par les organisations socialistes du pays où se tiendra le prochain congrès;

2. Un *comité permanent international* ayant un délégué pour chaque pays, sera formé et disposera des fonds nécessaires. Il arrêtera l'ordre du jour du congrès suivant et demandera des rapports à chaque nationalité adhérente au congrès;

3. Ce comité choisira un *secrétaire général* salarié chargé :

a) De procurer les informations nécessaires;
b) De rédiger un code explicatif des résolutions prises aux congrès antérieurs;

c) De distribuer les rapports sur le mouvement socialiste de chaque pays deux mois avant le nouveau congrès.

d) D'établir un aperçu général des rapports

présentés sur les questions discutées au congrès:

e) De publier de temps à autre des brochures et des manifestes sur les questions d'actualité et d'intérêt général, ainsi que sur les réformes importantes, et des études sur les graves questions politiques et économiques;

f) De prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationale du prolétariat de tous les pays.

(Congrès de Paris 1900.)

* * *

— Le Comité socialiste international devra exiger des groupes socialistes parlementaires nationaux l'*organisation d'une commission spéciale interparlementaire* pour faciliter une action commune sur les grandes questions politiques et économiques internationales.

Cette commission sera adjointe au Comité socialiste international.

(Congrès de Paris 1900.)

* * *

— Le secrétariat international siégeant à Bruxelles sera chargé de constituer les *archives internationales du socialisme* en centralisant les livres, documents, rapports qui concernent le mouvement ouvrier des différentes nations.

(Congrès de Paris 1900.)

IV

Action Economique et Action Politique de la classe ouvrière. Action internationale.

a) Action économique et politique.

Considérant que les rapports des délégués de tous les pays à ce Congrès ont démontré que la seule organisation économique du travail (Trade Unions et syndicats ouvriers) ne saurait suffire à l'émancipation de la classe laborieuse; d'autre part que l'agitation pour la réduction de la journée de travail, la limitation du travail des femmes et des enfants et des lois protectrices du travail, peut être considérée, à juste titre, comme un moyen de développer chez les travailleurs la conscience de classe, préliminaire nécessaire à l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même;

Considérant que l'histoire du mouvement ouvrier montre que les appels à la bourgeoisie ne sont d'aucun effet pour les travailleurs et ne servent qu'à constituer un capital politique pour la classe régnante;

Considérant que la possession du pouvoir politique par la classe régnante lui a permis de maintenir son système exploiteur d'entreprise privée et de production capitaliste;

Considérant qu'au moyen du pouvoir politique, elle empêche le contrôle de l'industrie par l'Etat et le contrôle de l'Etat par le peuple;

Le Congrès international de Paris décide :

1. Que dans tous les pays où les prolétaires sont en possession de la franchise électorale, ils doivent entrer dans les rangs du parti socialiste, ne tolérant aucune compromission avec un autre parti politique, et par l'usage de leur bulletin de vote ils ont à poursuivre, sous l'empire de leur constitution respective, la conquête du pouvoir politique;

2. Que dans tous les pays où la franchise électorale et les droits constitutionnels sont refusés aux prolétaires, ceux-ci doivent lutter par tous les moyens possibles pour obtenir le droit de suffrage;

3. Que tout emploi de la force répressive de la part de la classe régnante pour entraver l'évolution pacifique de la société vers une organisation coopérative, à la fois industrielle et sociale, serait un crime contre l'humanité et soumettrait l'inhumanité des agresseurs aux châtiments infligés par des hommes qui luttent pour la défense de leur vie et de leur liberté.

(Congrès international ouvrier socialiste, Paris
14-21 juillet 1889.)

b) *La Tactique politique des socialistes démocrates*

I

Considérant que l'action politique n'est qu'un moyen pour arriver à l'émancipation économique du prolétariat.

Le Congrès rappelant les décisions du Congrès de Bruxelles au sujet de la lutte des classes,
Déclare :

1. Il est nécessaire que les ouvriers de tous les pays *s'organisent nationalement et internationalement, en associations syndicales* et autres, pour lutter contre leurs exploiters ;

2. L'action politique est nécessaire, tant au point de vue de l'agitation et de l'affirmation intégral des principes socialistes, qu'au point de vue de la réalisation des réformes d'intérêt immédiat. Il recommande, par conséquent, aux ouvriers de tous les pays, de conquérir leurs droits politiques et de s'en servir dans tous les corps législatifs et administratifs, pour réaliser les revendications du prolétariat et s'emparer des pouvoirs politiques, qui ne sont aujourd'hui que des instruments de domination capitaliste, pour les transformer en moyen d'émancipation du prolétariat ;

3. La forme de la lutte économique et politique doit être déterminée, d'après les circonstances, pour les diverses nationalités. Mais, dans tous les cas, il importe de *mettre en première ligne le but révolutionnaire du mouvement socialiste*, qui poursuit la transformation intégrale de la société actuelle, au point de vue économique, moral et politique.

En aucun cas, l'action politique ne peut servir de prétexte à des compromissions ou à des alliances qui porteraient atteinte aux principes ou à l'indépendance des partis socialistes.

II

Considérant que, dans l'état actuel, les corps représentatifs ne reflètent pas exactement les tendances de leurs mandats ;

Considérant que, dans la plupart des pays, le système actuel des circonscriptions et le régime majoritaire augmentent encore la désunion qui existe entre la volonté du peuple et les votes de ses représentants ;

Le Congrès, pour assurer plus complètement la réalisation du principe de la souveraineté du peuple, se prononce en faveur du *droit d'initiative*, du *referendum populaire* et de la *représentation proportionnelle*.

(Congrès de Zurich 1893.)

c) *L'action politique.*

1. Le Congrès entend par *action politique* la lutte organisée sous toutes les formes, pour la conquête du pouvoir politique et son usage législatif et administratif, dans l'État et la commune, par la classe ouvrière, pour son émancipation ;

2. Le Congrès déclare que la *conquête du pouvoir politique* est, pour les travailleurs, le moyen par excellence par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation, à l'affranchissement de l'homme et du citoyen, par lequel ils peuvent établir la République socialiste.

Il fait appel aux travailleurs de tous les

pays et les invite à s'unir en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois et à revendiquer :

Le Suffrage Universel de tous les adultes;

Le droit de vote pour chaque adulte;

Le scrutin de ballottage;

Le droit d'initiative et le referendum, local et national;

3. Le Congrès déclare aussi que *l'émancipation de la femme* est inséparable de celle du travailleur, et il fait appel aux femmes de tous les pays à l'effet de s'organiser politiquement avec les travailleurs;

4. Le Congrès se déclare en faveur de *l'autonomie de toutes les nationalités*. Il exprime sa sympathie aux travailleurs de tous les pays, souffrant actuellement sous le joug du despotisme militaire ou national et de tout autre despotisme; et il fait appel aux travailleurs de tous les pays pour combattre côte à côte avec la classe ouvrière de tous les pays et s'organiser avec elle, afin de jeter bas le capitalisme international, et d'instituer la démocratie socialiste internationale;

5. Le Congrès déclare que, quel que soit le prétexte religieux ou soi-disant civilisateur, de la *politique coloniale*, elle n'est que l'extension du champ d'exploitation capitaliste dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste.

(Congrès de Londres 1896.)

d) *La Question économique et industrielle*

I

Dans l'opinion de ce Congrès, les ouvriers de toutes les nations doivent faire des efforts continus, comme classe, pour la *socialisation de tous les moyens de production, de transport, de distribution et d'échange*; le tout devant être contrôlé par une organisation complètement démocratique dans l'intérêt de la communauté toute entière, de manière à émanciper la classe ouvrière et le peuple tout entier de la domination du capitalisme. Ce Congrès considère que l'action nationale et internationale dans le sens du socialisme complet devient de jour en jour plus nécessaire, vu la disparition de la concurrence libre et la croissance rapide de monopoles nationaux et internationaux contrôlés par des organisations vastes de la classe capitaliste. L'huile de pétrole, le coton à coudre, certains minéraux, la fonte des métaux en grandes pièces, etc., sont aujourd'hui déjà contrôlés par des combinaisons de capitalistes qui aspirent à fixer et les prix et les salaires en ce qui touche ces articles. Des organisations tellement puissantes ne peuvent être utilement combattues par des syndicats ordinaires de travailleurs, ni par une action politique isolée. Une organisation plus complète des ouvriers est indispensable pour résister avec succès aux manœuvres de ces grandes compagnies; et ce

Congrès recommande que des mesures soient prises pour organiser une agence internationale chargée d'appeler l'attention sur les agissements de ces corporations, qui souvent ont recours à des intrigues politiques pour arriver à leurs fins, et insiste sur la nécessité d'amener la socialisation de ces entreprises par décrets nationaux et internationaux.

Dans d'autres directions, la puissance sans cesse augmentant de l'humanité, dans la production des denrées, au lieu d'être utilisée pour le bien de la communauté, se montre la cause de rengorgements de denrées, de crises commerciales, nationales et internationales. Les travailleurs du charbon, du fer, du cuir, du coton et d'autres industries sont dans tous les pays jetés sur le pavé et privés de leur emploi par suite de causes économiques qu'ils ont été jusqu'à présent dans l'impuissance de contrôler. Dans tous les pays civilisés, la nécessité absolue de la substitution de la propriété publique à un système tellement désordonné est reconnue; et les grandes mines houillères, les grandes fonderies et les usines chimiques, les chemins de fer et les usines principales, sont tous arrivés à un état où leur socialisation et leur nationalisation ne présentent aucune difficulté au point de vue économique.

Ce Congrès demande donc aux travailleurs du monde à mettre immédiatement tout en œuvre pour appuyer des mesures bien définies de *socialisation, de nationalisation et de communalisation*, dans leur pays, ayant soin dans chaque pays de

tenir au courant de leurs actions chacun des autres pays, afin que la tactique adoptée soit poursuivie autant que possible simultanément partout.

II

La *lutte économique et syndicale* des ouvriers est indispensable pour combattre la toute-puissance du capital et pour améliorer la situation des ouvriers dans la société actuelle. Pas de syndicats ouvriers, pas de salaires suffisants, pas de réduction des heures de travail. Mais cette lutte économique ne peut pas supprimer l'exploitation capitaliste, elle ne fait que l'adoucir. L'exploitation des ouvriers ne prendra fin que lorsque la société elle-même aura pris possession de tous les moyens de production, y compris le sol et les moyens de transport. Cette socialisation des moyens de production a comme condition *sine qua non* tout un système de mesures législatives. Ces mesures ne seront réalisées que si la classe ouvrière possède le pouvoir politique. Mais ce pouvoir politique ne peut être conquis qu'au fur et à mesure que la classe ouvrière sera organisée. Les syndicats constituent la classe ouvrière en puissance politique en organisant les ouvriers. L'organisation de la classe ouvrière est incomplète et insuffisante, tant qu'elle n'est organisée que politiquement.

Mais la *lutte syndicale* des ouvriers exige aussi *l'action politique* de la classe ouvrière.

Ce que les ouvriers ont conquis par la lutte syndicale contre leurs exploiters, ils doivent toujours l'assurer par des mesures législatives pour le maintenir définitivement. Dans d'autres cas, les réformes législatives conquises évitent des conflits économiques. Une entente et une action communes internationales de la classe ouvrière de tous les pays quant à la lutte économique et syndicale et quant à la législation protectrice du travail deviennent d'autant plus une nécessité que les relations économiques du marché international capitaliste se développent de plus en plus et, avec elles, en même temps, les conflits des industries des pays.

Dans l'avenir, une action internationale du prolétariat dans le sens suivant est de toute nécessité :

1. Suppression des droits douaniers et des octrois, des impôts sur les vivres et des primes d'exportation.

2. Mise en vigueur d'une législation internationale protectrice du travail.

En maintenant les résolutions respectives du Congrès international de Paris, le Congrès recommande de concentrer l'action tout d'abord sur la conquête des réformes suivantes :

- a. La fixation légale de la journée de huit heures;

- b. La suppression de sweating-system et la création d'une législation protectrice efficace en faveur des ouvriers et ouvrières de l'industrie domestique;

- c. Le droit de coalition, d'association et de

réunion absolument libre pour les deux sexes.

La réalisation de ces réformes rend indispensable le concours de l'action syndicale et de l'action politique du prolétariat.

En conséquence le Congrès, en maintenant les résolutions du Congrès de Bruxelles et du Congrès de Zurich sur la question déclare :

L'organisation des ouvriers et des syndicats est de première nécessité pour la lutte émancipatrice du prolétariat. Il considère comme un devoir de tous les ouvriers, voulant l'émancipation du travail du joug capitaliste, qu'ils appartiennent au syndicat de leurs camarades de profession ;

Pour rendre possible et pour faciliter une action économique efficace, les organisations syndicales doivent se réunir en des *fidérations* s'étendant sur tous les pays. Tout éparpillement des forces par de petites organisations particulières est à rejeter. Dans la lutte économique la conviction politique des ouvriers ne doit pas constituer une raison de séparation, mais il est du devoir des organisations ouvrières — devoir résultant de la lutte de la classe prolétarienne — de *faire* de leurs membres *des socialistes convaincus*. De plus, c'est un devoir des syndicats, d'accepter comme membres les *femmes* travaillant dans leur industrie respective et d'aspirer à réaliser le principe du salaire égal à travail égal pour les deux sexes ;

A côté de la lutte pour de meilleures conditions de travail et pour la hausse des salaires, les syndicats doivent surveiller *l'application des*

lois protectrices du travail; ils doivent s'efforcer à amener la suppression des méthodes industrielles nuisibles à la santé, du marchandage (*sweating*) et du truck-système.

Le Congrès considère que la *grève* et le *boycott* sont des moyens nécessaires à la réalisation des fins syndicales. Mais il ne voit pas la possibilité d'une grève générale internationale. La nécessité la plus urgente est l'organisation syndicale des masses ouvrières, car c'est de l'étendue de l'organisation que dépend l'étendue des grèves dans des industries entières et dans des pays entiers.

Pour rendre possible une *action syndicale internationale*, il est à créer dans chaque pays un *comité syndical central*. Ces comités doivent dresser dans la mesure du possible des statistiques concernant le marché du travail. Ils doivent se communiquer mutuellement ces statistiques, de même que des rapports réguliers sur tous les événements importants de leur pays pour la vie syndicale.

C'est surtout un devoir des syndicats de tous les pays de s'occuper de ce que les ouvriers *étrangers immigrants* adhèrent aux syndicats du pays où ils travaillent, et qu'ils ne travaillent pas à un salaire plus bas que les ouvriers indigènes.

En cas de *grève, de lock-out et de boycott* les syndicats de tous les pays ont le devoir de se soutenir mutuellement dans la mesure de leurs forces.

III

Le développement économique et industriel avance avec une telle rapidité qu'une crise peut avoir lieu dans un temps relativement court. Le Congrès insiste donc, auprès du prolétariat de tous les pays, sur la nécessité absolue d'apprendre, en citoyens conscients de leur classe, à administrer leur pays respectif dans l'intérêt commun.

Les amendements suivants ont aussi été admis : La législation industrielle interdira aux patrons d'employer les femmes six semaines avant ou après leur accouchement; elles recevront des secours et des fonds de l'État.

Le travail des enfants ne sera pas autorisé avant 16 ans.

Il est recommandé aux syndicats d'admettre dans leur sein les apprentis, de les organiser sous la dénomination de sections des adhérents et d'y poursuivre leur éducation professionnelle et socialiste.

(Congrès de Londres 1896.)

- e) *Des conditions nécessaires de l'affranchissement du travail*: 1° *Constitution et action du prolétariat organisé en parti de classe*;
2° *Expropriation politique et économique de la bourgeoisie*;
3° *Socialisation des moyens de production.*

I. Le prolétariat moderne est le produit nécessaire du régime capitaliste de production

qui exige l'exploitation politique et économique du travail par le capital.

Son relèvement et son émancipation ne pouvant se réaliser qu'en entrant en antagonisme avec les défenseurs intéressés du capitalisme, lequel par sa constitution même doit aboutir inévitablement à la *socialisation des moyens de production*.

Devant la classe capitaliste, le prolétariat doit par conséquent se dresser en *classe de combat*.

Le socialisme qui s'est donné la tâche de constituer le prolétariat en armée de cette lutte de classe a pour devoir, avant tout, de l'initier par un *travail méthodique réfléchi et incessant* à la conscience de ses intérêts et de sa force et d'user à cet effet de toutes les armes que la situation politique et sociale actuelle met entre ses mains et que sa conception supérieure de la justice lui suggère.

Au nombre de ces *moyens* le congrès indique l'action politique, le suffrage universel et l'organisation de la classe ouvrière en groupes politiques, en syndicats, coopératives, caisses de secours, cercles d'art et d'éducation, etc. Il engage les militants socialistes à *propager* le plus possible ces moyens de culture et d'éducation qui augmentent la force de la classe ouvrière et la rendent capable d'exproprier politiquement et économiquement la bourgeoisie et de socialiser les moyens de production.

II. Les socialistes de tous pays s'engagent à intervenir afin que les étrangers, dans leur pays respectif, jouissent du même *droit de coalition*

que les nationaux, et à se servir de tous les moyens à leur disposition.

(Congrès de Paris 1900.)

f) *La lutte pour le suffrage universel et la législation directe par le peuple.*

I. Le *suffrage universel direct, unique et secret* dans le choix des dépositaires de la puissance publique constitue, pour la démocratie ouvrière, l'un des moyens essentiels et la condition primordiale de l'émancipation politique et sociale.

II. Le congrès invite les peuples privés de représentation parlementaire, ou chez lesquels cette représentation repose encore sur les fondements de principes quelconques, à entreprendre la lutte pour la conquête du suffrage universel, organisée jusqu'à sa complète réalisation.

Le congrès considère le combat pour l'introduction du *suffrage universel* aussi bien que l'exercice de ce droit du peuple comme de puissants *moyens d'éducation* du prolétariat à la vie publique.

III. Considérant que sur le terrain de la politique socialiste, la femme et l'homme ont des droits égaux, le congrès proclame la *nécessité du suffrage universel pour les deux sexes*.

IV. Le congrès déclare que dans les pays de suffrage universel, le devoir des socialistes est d'en régulariser l'exercice par l'application du système de la *représentation proportionnelle*.

V. Considérant que le peuple est souverain et que la *législation directe* par le peuple constitue un attribut de cette souveraineté.

Le congrès proclame la nécessité de garantir l'exercice de cette souveraineté par la conservation des *droits* populaires d'*initiative* et de *referendum*.

VI. Le congrès déclare que le combat pour la perfection du *suffrage universel* est l'un des meilleurs moyens pour préparer intellectuellement et moralement les masses à la conquête de la souveraineté politique et économique, de les pénétrer du sentiment de la lutte de classe et de les habituer au gouvernement de l'État socialiste à venir.

(Congrès de Paris 1900.)

g) *La conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois.*

I. *Alliances.* — Le Congrès rappelle que la lutte de classes interdit toute espèce d'*alliance* avec une fraction quelconque de la classe capitaliste.

Étant admis même que des circonstances exceptionnelles rendent nécessaires par endroits des coalitions (bien entendu, sans confusion de programme et de tactique), coalitions, que le Parti doit s'attacher à réduire à leur minimum, jusqu'à complète élimination, ne sauraient être tolérées qu'autant que leur nécessité aura été reconnue par l'organisation régionale ou nationale dont relèvent les groupes engagés.

II. *Conquête des pouvoirs publics.* — Dans un état démocratique moderne, la *conquête du pouvoir politique* par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main, mais bien d'un *long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique*, de la *régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives.*

Mais dans les pays où le pouvoir gouvernemental est centralisé, il ne peut être conquis fragmentairement.

L'*entrée d'un socialiste isolé* dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel.

Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe; le Congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point; mais, en tous cas, l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois ne permet d'espérer de bons résultats pour le prolétariat militant que si le parti socialiste, dans sa grande majorité, approuve un pareil acte et si le ministre socialiste reste le mandataire de son parti. Dans le cas, au contraire, où le ministre devient indépendant de ce parti, ou n'en représente qu'une portion, son intervention dans un ministère bourgeois menace d'amener la désorganisation et la

confusion pour le prolétariat militant; elle menace de l'affaiblir, au lieu de le fortifier et d'entraver la conquête prolétarienne des pouvoirs publics, au lieu de la favoriser.

En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère, lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de la partialité dans la lutte entre le capital et le travail.

(Congrès de Paris 1900.)

Organisation nationale et internationale de la classe ouvrière

Des moyens pratiques à employer pour établir des relations constantes entre les organisations ouvrières de tous les pays, sans, pour cela, porter atteinte à leur autonomie.

Le congrès déclare :

1. Que des *relations permanentes* doivent être établies entre les organisations socialistes des différents pays; mais que dans aucun cas et sous aucune pression, ces relations ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant seuls les meilleurs juges de la tactique à employer dans leur propre pays;
2. Qu'une invitation sera adressée aux chambres syndicales et groupes corporatifs pour qu'ils se *fédèrent nationalement et internationalement*;
3. Que la création d'un *bulletin international* rédigé en plusieurs langues sera proposée à l'étude des partis socialistes des différents pays;
4. Qu'il y a lieu de demander à chaque organisation ouvrière de délivrer à ceux de ses membres qui changent de résidence, une *carte*

destinée à les faire reconnaître par leurs frères de tous les pays;

5. Que, dans les différents pays, des *comités nationaux* soient établis, s'il n'en existe pas, pour entretenir des relations internationales dans l'ordre corporatif et dans l'ordre politique et social;

6. Que, chaque année, et pour l'année seulement, le comité national d'un pays, fera office *d'organe central international* de correspondance, et qu'on interdise à ce comité de prendre une décision quelconque sortant du rôle qui lui est dévolu.

Article additionnel. — Le ou les comités auront mission de recevoir, traduire et faire parvenir aux parties intéressées toutes les *communications* qui leur seront adressées concernant les conditions sociales et industrielles des travailleurs.

Une copie de cette résolution sera envoyée au secrétaire du comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions avec invitation de la porter devant le Congrès annuel qui se tiendra à Dundée en septembre 1889.

(Congrès de Paris 1889.)

*
* * *

Du droit de coalition, de ses garanties, des grèves, du boycottage et du mouvement corporatif au point de vue international.

Organisation sérieuse et pratique : a) de la correspondance ouvrière internationale; b) de la statistique ouvrière universelle; c) de l'entente internationale

entre tous les ouvriers de métiers, par la création d'un comité syndical par nation et d'un comité syndical international; d) de la communication régulière de renseignements divers, au moyen d'un almanach et d'un calendrier socialistes internationaux, traduits dans toutes les langues et paraissant annuellement; e) de la propagande et de l'agitation socialistes dans tous les pays.

Le Congrès :

Considérant, que dans l'état économique actuel, et à la suite des efforts des classes maîtresses pour amoindrir de plus en plus les droits politiques et aggraver les conditions économiques de la classe ouvrière, les *grèves* et les *misés en interdit* (boycottages) sont une arme indispensable aux travailleurs soit pour repousser les attaques de leurs adversaires tendant à empirer leur situation économique et politique, soit pour améliorer leur situation politique et sociale, autant que cela est possible dans la société actuelle;

Considérant, de plus, que les *grèves* et les *misés en interdit* sont des *armes à deux tranchants* qui, employées mal à propos, seraient plus nuisibles qu'utiles aux intérêts de la classe ouvrière;

Le Congrès recommande aux travailleurs de bien examiner les circonstances dans lesquelles ils doivent user de ces armes, ainsi que la façon dont ils doivent s'en servir.

Le Congrès considère, surtout comme absolument nécessaire l'*organisation corporative* de la classe ouvrière, afin que, par sa masse et

par les ressources dont elle dispose, elle puisse engager la lutte avec certitude de la victoire.

En conséquence :

Le Congrès recommande à tous les travailleurs de soutenir de toute leur énergie les *organisations corporatives* et, il proteste contre toutes les tentatives gouvernementales et patronales faites pour entraver, de quelque façon que ce soit, le *droit de coalition* des travailleurs.

Pour assurer le droit de coalition, le Congrès réclame *l'abrogation de toutes les lois* qui y portent atteinte directement ou indirectement, et fait aux travailleurs un devoir de poursuivre ce but de tous leurs efforts.

Et comme, — si désirable que soit une organisation centrale des forces ouvrières internationales — celle-ci se heurte, pour le moment à des difficultés de toute nature, le Congrès, décidé à fournir à la solidarité ouvrière des divers pays un moyen commun de manifester, recommande, partout où la chose est possible, la *constitution nationale, dans chaque pays d'un secrétariat du travail*, afin que dès qu'un conflit se produira quelque part entre le capital et le travail, les travailleurs des différentes nationalités puissent en être avertis et mis en mesure d'aviser.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

— Il est proposé ensuite et adopté que les *Secrétariats du Travail* s'occuperont non seulement de statistique corporative, mais égale-

ment de la correspondance et des renseignements socialistes politiques.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

* * *

Formation nationale et internationale des syndicats professionnels.

Le Congrès :

Maintenant les résolutions relatives à l'*organisation syndicale* adoptées au Congrès de Bruxelles et affirmant le devoir pour la classe ouvrière de s'organiser en groupements de métiers.

Déclare que les travailleurs industriels, agricoles et maritimes ont pour obligation.

1. De *se grouper en associations de métier*, afin de pouvoir défendre leurs intérêts professionnels, sauvegarder leurs salaires et résister à l'exploitation capitaliste.

2. De réunir, partout où c'est possible, en *fédérations nationales*, les syndicats des mêmes métiers qui ont des intérêts identiques.

3. De former, par l'entente des fédérations nationales, une *fédération internationale* des professions organisées, afin d'unir dans un même faisceau les organisations des différents pays;

4. D'*organiser régionalement, nationalement et internationalement*, partout où c'est possible, les *associations syndicales* de toutes les professions, afin d'avoir, dans la lutte pour le salaire, la cohésion et l'entente entre les travailleurs de toutes les corporations;

5. De communiquer de pays à pays, par le *secrétariat du travail*, décidé au congrès de Bruxelles, dont le fonctionnement doit être assuré et au besoin par le secrétariat international chargé de transmettre aux fédérations nationales les renseignements concernant spécialement les corporations;

6. D'établir partout où il n'en existe pas, par l'initiative des travailleurs ou par l'intervention des pouvoirs publics, des *bourses de travail* où les ouvriers pourront obtenir plus facilement de la besogne et où ils pourront adhérer plus aisément aux syndicats professionnels;

7. D'avoir, pour chaque profession des *congrès internationaux* afin de débattre les questions spéciales aux diverses fédérations.

8. De *grouper*, dans une masse compacte, les *ouvriers de toutes les organisations*, sans distinction de races, de professions, afin d'avoir, pour l'action politique, dans la lutte contre les capitalistes, une force suffisante pour assurer l'émancipation intégrale du prolétariat.

* * *

En ce qui concerne plus spécialement l'*Amérique* et l'*Australie* :

Considérant que le développement du capitalisme dans ces grands pays a atteint un degré où l'*organisation purement économique* de leurs travailleurs, doit bientôt devenir absolument impuissante, si elle n'est pas promptement appuyée par l'*action politique*, d'après les principes du mouvement socialiste international.

Considérant en outre que leur importance croissante dans l'économie du monde, ainsi que le caractère cosmopolite de leurs populations soulève des questions vitales concernant les conditions d'existence du prolétariat européen et le progrès de la révolution sociale, le congrès demande instamment que les organisations ouvrières de l'Amérique et de l'Australie non seulement se mettent au plus tôt en relation directe avec les organisations, correspondantes européennes suivant le plan ci-dessus élaboré, mais surtout que, répudiant enfin les partis politiques bourgeois qui les trahissent et les oppriment, elles se constituent aussi en un grand parti ouvrier socialiste, marchant avec leurs frères d'Europe vers l'affranchissement des classes travailleuses.

* * *

Préoccupé de l'influence déprimante exercée sur l'organisation ouvrière et socialiste de différents pays, par l'*immigration* et la *concurrence d'ouvriers étrangers* non-syndiqués, amenant l'abaissement des salaires, troublant les grèves et provoquant parfois de fâcheux conflits le Congrès, sur la proposition de l'Italie, engage les partis socialistes et les fédérations ouvrières des pays où cette « concurrence déloyale » est constatée à étendre parmi les travailleurs immigrés la *propagande socialiste*, où tout au moins l'esprit de la résistance ouvrière, et offre de son côté tout aide que les socialistes italiens pourront donner,

soit par des renseignements sur l'immigration italienne, soit par des brochures de propagande rédigées dans la langue maternelle des émigrés, soit par une propagande spéciale à faire dans les principaux centres d'où part leur émigration.

* * *

Le congrès, visant la question au point de vue général décide :

Il y a lieu, pour les partis socialistes et les fédérations syndicales des nations, où se produisent les maux dérivant de la *concurrence d'ouvriers immigrants non-syndiqués* de travailler à étendre parmi ceux-ci la propagande de l'organisation ouvrière et de la solidarité internationale.

Les partis socialistes et les fédérations syndicales des dites nations s'adresseront pour toutes sortes de renseignements et d'aides, soit directement, soit par l'organe des secrétaires nationaux du travail où ils existent, aux représentations centrales des fédérations et partis similaires des pays d'où part l'émigration.

(Congrès de Zurich 1893.)

VI

Organisation des travailleurs de la mer

Le congrès engage tous les partis ouvriers du monde à favoriser l'organisation des travailleurs de la mer, ainsi qu'à faire de la propagande pour le Congrès maritime international qui aura lieu en 1892 à Bordeaux.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

Les membres de cette commission ont considéré l'organisation des *travailleurs maritimes* dans le sens le plus large, et ils y ont compris les ouvriers de *l'industrie des transports*.

Comme ces sections de travailleurs, par la nature de leurs emplois, sont mises plus directement en contact avec celles des autres contrées, avec les salariés employés dans d'autres sections ou branches d'industries, la commission est d'avis que l'organisation de ces travailleurs, et le remède à leurs griefs immédiats par voie législative doivent recevoir l'attention des partis socialistes unis internationalement.

Les mauvaises conditions dans lesquelles ces deux sections de travailleurs exercent leurs emplois, n'ont pas besoin d'être rappelées : elles sont connues de tous. En même temps, il est nécessaire de montrer que les partis bourgeois de tous les pays ont manifestement

manqué à faire quoi que ce soit en vue de porter remède aux maux signalés.

La commission considère donc, étant donné qu'il y a des lois spéciales dans tous les pays sur la marine marchande, que c'est le devoir tout spécial des partis socialistes organisés, tant que le régime capitaliste durera, de veiller à ce que toutes les lois réglant l'emploi et le travail dans cette industrie soient aussi parfaites et aussi bien administrées que possible.

En même temps, la commission est d'avis que les marins naviguant doivent s'organiser en syndicats et groupes politiques, reconnaître la lutte de classes et employer leur vote à obtenir une représentation socialiste qui ne cessera pas de lutter pour leurs intérêts.

Reconnaissant les difficultés spéciales d'arriver à une complète organisation des marins, le congrès devrait insister auprès de tous les syndicats ouvriers et des partis socialistes pour qu'ils aident les marins à s'organiser dans les contrées où, jusqu'à présent, il n'y a pas d'organisation séparée de marins; d'autre part, les syndicats d'ouvriers de transports devraient essayer de décider les marins à se joindre à eux.

Les revendications immédiates des marins, sur lesquelles on devrait presser les divers parlements d'aboutir, sont les suivantes :

1° Abolition des placeurs maritimes et établissement de bureaux d'embauchement gratuits dans tous les ports de mer, sous le contrôle des organisations ouvrières;

2° Etablissement d'hôtels et de maisons de

marins sous la direction combinée des organisations ouvrières et des autorités municipales, et dans lesquels les marins ne seront influencés d'aucune façon ;

3^o Etablissement de tribunaux spéciaux comprenant des travailleurs comme juges, en vue de régler les différends qui ont pu s'élever pendant le voyage ;

Le pouvoir des officiers-marins d'infliger des punitions et des amendes sera réduit ;

4^o Fixation d'un maximum d'heures pour la journée de travail, comportant des heures supplémentaires à des taux spéciaux de salaire ;

Le travail indispensable seul sera fait le dimanche et les jours de fête ;

5. Il sera assuré une indemnité proportionnée au préjudice des marins qui seront blessés et mis dans l'impossibilité de travailler par suite de leur emploi ; en cas de mort accidentelle, il sera complètement pourvu à l'existence de ceux qui dépendent de la victime :

6. Fixation d'un minimum de salaire pour tous les marins naviguant ;

7. Vote d'une législation qui assurera une inspection complète et impartiale en vue de prévenir les accidents spécialement ; un cahier des charges convenable sera adopté pour tous les navires naviguant ; ceux-ci seront équipés d'une façon suffisante tant au point de vue du nombre et de la capacité des hommes embarqués, qu'à celui de la connaissance des langues, pour que les marins puissent comprendre les commandements ;

8. Législation assurant un traitement convenable aux marins en ce qui concerne la nourriture, les aménagements du logement, et spécialement pour que toutes les précautions sanitaires et d'hygiène désirables soient prises :

9. Aucun marin ne pourra contracter d'engagements en dehors de ces lois, sous n'importe quels contrats ou contrats spéciaux.

10. Il sera nommé un nombre suffisant d'inspecteurs-visiteurs en vue de visiter complètement chaque navire quittant le port, ayant les pouvoirs nécessaires de retenir tout navire où ces conditions ne seraient pas satisfaisantes et où la loi serait transgressée d'une façon quelconque.

Pour les travailleurs des transports nous ajoutons :

1. Une indemnité, proportionnée au préjudice; en cas d'accidents, aucune partie de la prime d'assurance ne sera payée par les travailleurs; aucune distinction ne sera faite, quant à la responsabilité des employeurs, que le navire soit dans un dock ou dans une rivière, l'indemnité sera payée pour tous les accidents.

2. Visite complète de tout le gréement et de l'outillage en vue de prévenir les accidents.

3. Les gages ne seront jamais payés dans les cafés, hôtels ou chez les placeurs maritimes.

4. Établissement de bureaux de travail dans tous les ports, de bureaux de travail pour l'embauchage des travailleurs de cette section.

5. Fixation d'un maximum d'heures pour la journée de travail et d'un minimum de salaire.

Augmentation des gages pendant les heures de nuit et du dimanche.

Dans le but de faire passer les présents vœux dans les faits, le congrès recommande que tous les *syndicats de marins, de pêcheurs et d'ouvriers du port* adhèrent à la *Fédération internationale des travailleurs des ports*; par ce moyen ils seront en continuelles et étroites relations, et imposeront leurs diverses revendications par une action d'ensemble aux différentes autorités publiques.

(Congrès de Paris 1900.)

VII

Manifestation Internationale du 1^{er} Mai

Il sera organisé une grande *manifestation internationale à date fixe*, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris.

Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} Mai 1890 par l'*American Federation of Labour*, dans son Congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays.

(Congrès intern. Ouv.-soc., Paris, 14-21 juillet 1889.)

* * *

Sous le titre de « La journée de huit heures », il sera publié, avec le concours des partis socialistes représentés au Congrès International de

Paris, un *organe hebdomadaire* destiné à centraliser les renseignements sur le mouvement international en vue de la réduction légale de la journée de travail. Recommandation est faite à tous les délégués de faire une démonstration dans tous les centres ouvriers d'Europe et d'Amérique, en faveur de la fixation de la journée à huit heures de travail.

(Congrès de Paris 1889.)

* * *

Célébration internationale du 1^{er} Mai, consacrée à la fois au principe des Huit heures, à la réglementation du travail et à l'affirmation universelle du prolétariat pour le maintien de la paix entre nations.

Le congrès,

Afin de conserver au Premier Mai son véritable caractère économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes;

Décide,

Qu'il y a lieu d'avoir *une démonstration unique* pour les travailleurs de tous les pays.

Que cette démonstration aura lieu le 1^{er} Mai;

Recommande le *chômage* partout où cela n'est pas impossible.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

La démocratie socialiste de chaque pays a le devoir de faire tout ce qu'elle peut pour parvenir à la *réalisation du chômage* et pour

encourager toute tentative faite dans ce sens par les différentes organisations locales.

Le congrès décide aussi :

La manifestation du 1^{er} Mai pour la journée de huit heures doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière, d'espérer la *transformation sociale* et d'amener la *paix nationale*.

(Congrès de Zurich 1893.)

* * *

*Mesures à prendre pour la réalisation internationale
de la journée de 8 heures.*

Le congrès déclare :

La journée de 8 heures est une des conditions préalables les plus importantes de l'affranchissement définitif de la classe ouvrière du joug du capital ; elle est aussi la démarche la plus importante pour l'amélioration de sa position.

Par la journée de 8 heures, le *chômage* diminuera, la *capacité de travail* augmentera, les *salaires* deviendront plus élevés et la *capacité d'achat* du peuple-travailleur sera plus forte.

Par la journée de 8 heures, la *vie de famille*, troublée par le capitalisme prendra un nouvel essor ; il sera possible de se vouer avec plus de sollicitude à l'éducation des enfants.

Par la journée de 8 heures, la *santé*, la *force*, l'*intelligence* et la *moralité* des peuples s'élèveront.

Par la journée de 8 heures, la classe ouvrière pourra consacrer plus de temps à l'*organisation* et à l'*activité syndicale et politique*.

La lutte pour la journée de 8 heures doit être engagée dans tous les pays, car seule *l'exécution légale internationale* de la journée de 8 heures peut assurer sa durée et son efficacité bienfaisantes.

Comme *moyen* de réalisation internationale de la journée de 8 heures, le congrès recommande :

L'organisation syndicale et politique sur la base *nationale et internationale* de la classe ouvrière et *l'agitation* et la *propagande*, en faveur de la journée de 8 heures par cette organisation.

L'agitation en faveur de la journée de 8 heures doit être poursuivie de toutes manières : au moyen de feuilles volantes, par des conférences, par la presse socialiste, par des démonstrations au sein des assemblées et corps politiques, dans les Parlements et au sein des autorités de l'État et des communes. Dans la presse socialiste, on ouvrira une rubrique permanente « Journée de 8 heures. » dans laquelle seront recueillis tous les faits et toutes les manifestations se rapportant à cette revendication.

Les représentants des ouvriers au sein des corps politiques, devront de temps à autre et dans les circonstances appropriées, présenter des propositions ayant trait à une réduction de la journée de travail, notamment en faveur des ouvriers occupés par l'État et les communes.

Les représentants socialistes, au sein des parlements nationaux devront s'entendre en vue d'une action commune pour l'introduction internationale, par la législation, de la journée de 8 heures. L'organisation syndicale des

ouvriers doit poursuivre, en dehors de la lutte politique, une action libre avec les entrepreneurs et patrons en faveur de la journée de 8 heures et d'une introduction légale de la journée de 8 heures, en faveur de la classe ouvrière toute entière.

(Congrès de Zurich 1893.)

Le congrès international adhère, quant à la manifestation du 1^{er} mai, aux décisions des congrès internationaux antérieurs; il estime que la manifestation du 1^{er} mai est une *démonstration efficace pour la journée de 8 heures*; il est d'avis que le *chômage* est la forme la plus efficace de cette démonstration.

(Congrès de Paris 1900.)

VIII

Législation Internationale du Travail

Législation internationale du travail. Réglementation légale de la journée. Travail du jour, de nuit, des jours fériés, des adultes, des femmes, des enfants. Surveillance des ateliers de la grande et de la petite industrie, ainsi que de l'industrie domestique.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris,

Après avoir affirmé que l'émancipation du travail et de l'humanité ne peut sortir que de l'action internationale du prolétariat organisé en parti de classe, s'emparant du pouvoir politique pour l'expropriation de la classe capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production;

Considérant :

Que la *production capitaliste* dans son rapide développement envahit successivement *tous les pays*;

Que ce progrès de la production capitaliste implique *l'exploitation croissante de la classe ouvrière* par la bourgeoisie;

Que cette exploitation, de plus en plus intensive, a pour conséquence *l'oppression politique* de la classe ouvrière, son *asservissement économique* et sa *dégénérescence* physique et morale;

Que, par suite, il est du devoir des travailleurs de tous les pays de lutter, par tous les moyens à leur disposition, contre une organisation sociale qui les écrase et menace en même temps, le *libre développement de l'humanité*; mais que, d'autre part, il s'agit avant tout de *s'opposer à l'action destructive du présent ordre économique*;

Décide :

Une *législation protectrice et effective du travail* est de nécessité absolue dans tous les pays où sévit la production capitaliste.

Comme bases de cette législation, le Congrès réclame :

a) Limitation de la *journée de travail* à un maximum de huit heures pour les adultes;

b) Interdiction du *travail des enfants* au-dessous de 14 ans, réduction de la journée à six heures pour les jeunes gens des deux sexes au-dessous de 18 ans;

c) Suppression du *travail de nuit*, à l'exception de certaines branches d'industrie dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu;

d) Interdiction du *travail des femmes* dans toutes les branches d'industrie qui affectent plus particulièrement l'organisme féminin;

e) Suppression du *travail de nuit* pour les femmes et les ouvriers de moins de 18 ans;

f) *Repos ininterrompu* de 36 heures au moins, par semaine, pour tous les travailleurs;

g) Interdiction de certains genres d'*industrie* et de certains modes de fabrication *préjudiciables* à la santé des travailleurs;

h) Suppression du *marchandage*

i) Suppression du *paiement en nature*, ainsi que des *coopératives patronales*;

j) Suppression des *bureaux de placement*;

k) *Surveillance* de tous les ateliers et établissements industriels, y compris l'industrie domestique, par des *inspecteurs* rétribués par l'Etat et élus, au moins pour moitié, par les ouvriers eux-mêmes.

Le Congrès déclare que toutes ces mesures d'hygiène sociale doivent faire l'objet de *lois* et de *traités internationaux*, que les prolétaires de tous les pays sont invités à imposer à leurs gouvernants. Ces traités, obtenus de la façon qu'ils jugeront la plus efficace, — ils auront à en surveiller l'application.

Le Congrès déclare en outre qu'il est du devoir des ouvriers d'admettre les *ouvrières* dans leurs rangs, sur le pied d'égalité, et de faire prévaloir le principe : à travail égal, salaire égal pour les travailleurs des deux sexes et sans distinction de nationalité.

Pour cela, de même que pour l'émancipation complète du prolétariat, le Congrès considère comme essentielle l'organisation des travailleurs sur tous les terrains et réclame, en conséquence, la liberté absolue d'association et de coalition.

(Congrès int. ouv. soc. Paris, 14-21 Juillet 1889.)

* * *

*Voies et moyens pour faire triompher ces
revendications*

Le congrès international ouvrier socialiste de Paris invite les organisations ouvrières et les partis socialistes de tous les pays, à se mettre immédiatement à l'œuvre et à user de tous les moyens (réunions, journaux, pétitions, manifestations, etc.), pour amener leurs gouvernements respectifs :

1^o A adhérer à la *conférence de Berne*, proposée par le gouvernement suisse ;

2^o A soutenir dans cette conférence les résolutions du Congrès international de Paris.

Dans tous les pays qui comptent des élus socialistes, ces derniers devront, sous la forme de vœux dans les *conseils municipaux*, sous la forme de dispositions législatives dans les *parlements*, saisir les assemblées dont ils font partie des résolutions du Congrès de Paris.

Dans toutes les *élections*, tant municipales que législatives, ces mêmes résolutions devront figurer au programme des candidats socialistes. Il est créée une *commission exécutive* des résolutions du Congrès de Paris, en ce qui concerne la *législation internationale* projetée par la République Helvétique.

Cette commission composée du bureau du Congrès, est chargée de transmettre directement à la conférence de Berne les bases sur lesquelles les organisations ouvrières et les partis socialistes d'Europe et d'Amérique, réunis à Paris du 14 au 16 juillet, ont jugé

indispensable d'asseoir une législation internationale du travail.

Cette commission reçoit en outre le mandat de convoquer le prochain Congrès international dans une localité de la Suisse ou de la Belgique à désigner ultérieurement.

(Congrès de Paris 1889)

* * *

Législation internationale du travail

1. *Journée maximum* de 8 h. de travail fixée par une loi internationale.

2. Un jour de *repos* par semaine et point de travail les jours fériés.

3. Abolition du *travail de nuit*, autant que possible pour les hommes, entièrement pour les femmes et les enfants.

4. Suppression du *travail des enfants* avant l'âge de 14 ans et protection de l'enfance jusqu'à l'âge de 18 ans.

5. *Education* intégrale, générale, technique et professionnelle.

6. Les *heures supplémentaires* ne pourront excéder 4 heures par vingt-quatre heures et seront payées double.

7. *Responsabilité* civile et criminelle des employeurs en cas d'*accident*.

8. Nomination par les ouvriers d'un nombre suffisant d'*inspecteurs* capables, payés par l'Etat ou par la commune, avec pleins pouvoirs d'entrer à tous moments dans les ateliers, ouvroirs, maisons de commerce, et de visiter les apprentis dans leurs propres demeures.

9. Création d'*ateliers* par les ouvriers avec subvention des municipalités ou de l'Etat.

10. Le travail des *workhouses* et des *prisons* soumis aux mêmes conditions que le travail libre et consacré autant que possible à de grandes travaux publics.

11. Aucun *travailleur étranger* ne pourra accepter un emploi et aucun patron ne pourra employer des ouvriers étrangers au-dessous du prix fixé par la chambre syndicale de leur profession.

12. Fixation d'un *minimum de salaire* dans chaque contrée en rapport avec le coût de tout ce qui est raisonnablement indispensable à l'existence.

13. *Abrogation* de toutes les *lois* contre l'organisation internationale des travailleurs.

14. *Salaire égal* et *facilité de travail égale* en faveur des hommes et des femmes pour un *égal travail*.

Comme complément à ces mesures :

1^o Interdiction de l'emploi industriel de certains *produits toxiques* qui, comme la céruse et le phosphore rouge, peuvent être remplacés facilement;

2^o Création d'un corps d'*inspecteurs internationaux de travail*, qui auront le droit d'entrer, en tout pays, dans les ateliers et magasins. Ceci est plus pratique qu'on ne croit : des commissions d'inspection internationale existent déjà pour les pêcheries.

(Congrès de Paris, 1889)

De l'état de la législation protectrice du travail, au point de vue national et international et des moyens employés pour l'étendre et la rendre efficace.

Le Congrès,

Se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et dans la conviction qu'il ne peut être question de l'émancipation de la classe ouvrière aussi longtemps qu'il y a des classes dirigeantes, déclare :

Que les *lois et décrets* promulgués dans les différents pays depuis les Congrès Internationaux de Paris en 1889, ne répondent aucunement aux aspirations légitimes du Proletariat;

Que si la *conférence de Berlin*, de l'aveu même de ceux qui l'ont convoquée, a été réunie sous la pression des Congrès socialistes, — et doit être dans ce sens considérée comme une concession importante — ses délibérations ont démontré que les gouvernements actuels ne veulent pas réaliser les réformes nécessaires;

Que d'autre part, les *résolutions de la conférence de Berlin* ont servi de prétexte à certains gouvernements, pour enrayer le développement de leur législation protectrice du Travail en invoquant les décisions prises à Berlin, et la défectuosité de la législation des nations concurrentes;

En outre, le congrès constate que la *législation* actuelle n'est pas seulement *défectueuse* en elle-même, mais *exécutée et appliquée* d'une manière dérisoire. Par conséquent, le Congrès adjure la classe ouvrière de lutter avec toute l'énergie et tous les moyens d'agitation et de

propagande dont elle dispose, pour la réalisation du programme des Congrès de Paris, — cette agitation dût-elle n'avoir pour le moment d'autre résultat que d'établir que la classe des dirigeants et des exploiters est l'ennemie de toute protection efficace du travail.

De plus, considérant qu'il est nécessaire d'imprimer une direction commune au mouvement socialiste international, spécialement en ce qui concerne la protection du travail, invite les organisations et partis ouvriers :

1. A organiser dans chaque pays une *enquête permanente* sur les conditions du travail et la situation des classes ouvrières ;

2. A *échanger* les *renseignements nécessaires* pour le développement et l'unification de la législation ouvrière ;

Enfin, le congrès recommande aux salariés du monde entier de *réunir leurs efforts* contre la domination des capitalistes et partout où ils jouissent de leurs droits politiques, de refuser de s'en servir pour s'émanciper de la servitude du salariat.

(Congrès de Bruxelles, 1891)

* * *

De la suppression du travail aux pièces et à forfait.

Le Congrès considérant :

Que le travail aux pièces et à forfait se généralise de plus en plus ;

Que cette forme de salaire augmente constamment l'*exploitation de la force de travail* et par conséquent la pauvreté et la misère des travailleurs ;

Qu'elle réduit de plus en plus l'ouvrier à l'état de machine ;

Qu'elle diminue le *taux des salaires* par suite de la concurrence acharnée que les ouvriers se font entre eux, — la production des ouvriers d'élite étant prise comme unité ;

Que ce système est une cause perpétuelle de *conflits* entre patrons et ouvriers et entre les ouvriers eux-mêmes ;

Enfin qu'il tend à généraliser dans un grand nombre de professions le *travail à domicile* en lieu et place du travail à l'atelier, de nuire ainsi à l'*esprit d'association*, d'empêcher la *coalition* des ouvriers et de rendre impossible l'*application des lois* protectrices du travail.

Le Congrès est d'avis que cet abominable *système de surmenage* est une conséquence nécessaire du régime capitaliste et ne disparaîtra qu'en même temps que celui-ci ;

Qu'il n'en est pas moins du devoir des organisations ouvrières de tous les pays de s'opposer par tous les moyens au développement de ce système ;

Que le système du marchandage (*sweating system*) produit également des conséquences désastreuses et doit être combattu pour les mêmes motifs.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

Protection des ouvrières

Considérant que certain mouvement féministe bourgeois repousse toute législation protectrice en faveur des ouvrières, comme portant

atteinte à la liberté de la femme et à l'égalité de ces droits vis-à-vis de l'homme.

Qu'il laisse ainsi, hors de compte, d'une part, le caractère de notre société actuelle, qui est basée sur l'exploitation de la classe ouvrière, de la femme aussi bien que de l'homme par la classe capitaliste ; que d'autre part, il méconnaît le rôle assigné à la femme sur la différenciation même des sexes, et son rôle de mère, si important pour l'avenir de la société.

Le Congrès international de Zurich déclare qu'il est du devoir des représentants des travailleurs de tous les pays d'insister sur la protection législative des ouvrières en revendiquant l'application des mesures suivantes :

1. Une *journée maximum* de 8 heures pour les femmes et celle de 6 heures pour les filles au-dessous de 18 ans.
2. Cessation de *travail interrompu* de 36 h. par semaine.
3. Suppression du *travail de nuit*.
4. Interdiction du travail des femmes dans toutes les *industries nuisibles* à la santé.
5. Interdiction du travail des *femmes enceintes* 2 semaines au moins avant et 4 semaines au moins après l'accouchement.
6. Nomination d'*inspectrices de travail* en nombre suffisant dans toutes les branches d'industrie où les femmes sont occupées.
7. Application des mesures ci-dessus à *toutes les femmes* occupées dans des usines, des ateliers,

des magasins, dans l'industrie domestique et dans l'agriculture.

(Congrès de Zurich 1893.)

* * *

— *Législation internationale du travail pour la limitation de la journée de travail. Discussion sur la possibilité d'un minimum de salaire dans les divers pays.*

I. Le Congrès, conformément aux décisions des Congrès internationaux antérieurs, considère que la *limitation de la journée de travail* doit continuer à faire l'objet des efforts incessants de tous les travailleurs, et déclare que la durée du travail journalier doit être fixée par la loi au maximum provisoire de huit heures pour les travailleurs de tous les pays et de toutes catégories;

Engage les organisations ouvrières à poursuivre l'obtention de cette réforme en agissant d'une manière progressive et en unissant l'action syndicale à l'action politique.

II. Le Congrès déclare que le *minimum de salaire* n'est possible que là où il peut être fixé par des syndicats fortement organisés, que ce minimum, dont le taux ne peut être fixé de façon générale et unique pour tous les pays, doit être en tout cas en rapport avec les nécessités de l'existence de la façon la plus large;

Engage les travailleurs à poursuivre l'exécution de cette réforme en cherchant les moyens les plus pratiques d'y arriver, lesquels seront

appropriés tant à la situation économique et industrielle qu'à la situation politique et administrative de chaque région ;

Recommande en première ligne, pour obtenir ce résultat, la pression sur les pouvoirs et administrations publiques qui peuvent établir le minimum de salaire, soit en le payant directement pour les travaux publics, soit en l'imposant aux entrepreneurs, adjudicataires de travaux.

(Congrès de Paris 1900.)

IX

Militarisme

Abolition des Armées permanentes. — L'Armement général du Peuple.

Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris,

Considérant :

Que l'*armée permanente* ou la *force armée* au service de la classe régnante ou possédante, est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et et d'oppression sociale;

Que, résultat et cause du système de guerres agressives; danger constant de conflits internationaux, l'*armée permanente* et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'*organisation du peuple entier exercé, armé*, non plus pour le pillage et la conquête, mais pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés;

Que l'*armée permanente*, cause incessante de guerre est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces

supérieures d'une coalition et que sa défaite laisse le pays désarmé, à la merci des vainqueurs, tandis que la *nation préparée*, organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion;

Que l'*armée permanente* est la désorganisation de toute vie civile, enlevant à chaque nation pour l'encaserner, la démoraliser, sa meilleure jeunesse, à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité et d'action;

Qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement;

Qu'au contraire dans l'*armée* vraiment nationale, ou *nation armée*, le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen;

Considérant :

Que l'*armée permanente*, par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine;

Répudie hautement les *projets belliqueux* entretenus par des gouvernants aux abois;

Affirme la *paix* comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière;

Et réclame, avec la *suppression des armées permanentes*, l'*armement général* du peuple sur les bases suivantes :

L'*armée nationale* ou la *nation armée* formée de tous les citoyens valides, organisés par

région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun, son fusil et son équipement à domicile, comme en Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale.

Le Congrès déclare en outre que la *guerre*, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme.

(Congrès int. ouvr. soc. de Paris, 14-21 Juillet 1889.)

* * *

*De la position et des devoirs de la classe ouvrière
vis-à-vis du militarisme.*

Le Congrès,

Déclare que le *militarisme*, qui pèse sur l'Europe est le résultat fatal de l'Etat permanent de guerre ouverte ou latente, imposée à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classe qui en est la conséquence;

Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'*abolition du militarisme* et l'*avènement de la paix* entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les *sources économiques* du mal;

Que seule, la création d'un *ordre socialiste* mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive;

Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la *guerre* est d'entrer dans le *Parti Socialiste International* qui est le véritable et unique *PARTI DE LA PAIX*.

En conséquence, le Congrès,

En présence de la situation, chaque jour, plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une *agitation incessante* contre toutes les *velléités de guerre* et les *alliances* qui les favorisent, et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme;

Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une *guerre générale*, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais.

Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui pourrait survenir.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

* * *

La position des ouvriers *en cas de guerre* est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolution-

naire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la *solidarité* entre les ouvriers de tous les pays; elle doit travailler, sans relâche, à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la *guerre* disparaîtra également. La chute du *capitalisme* signifie la *paix* universelle. Les mandataires du parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires; ils doivent sans cesse protester contre les *armées permanentes* et réclamer le *désarmement*. Tout le parti socialiste doit prêter son appui à toutes les *associations* qui ont pour but la *paix universelle*.

(Congrès de Zurich 1893.)

*
* *

En période capitaliste, les *causes principales des guerres* ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les *antagonismes économiques* auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production. De même que le capitalisme sacrifie sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du *travail*, il n'éprouve aucun scrupule de faire couler leur sang en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre *l'oppression militaire* au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

Dans ce but, elle doit conquérir la *puissance politique* pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, *les moyens de maintenir* l'ordre des choses actuel.

Les *armées permanentes* dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations et elles favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale des travailleurs de chaque pays. C'est pourquoi le cri : « *A bas les armes !* », n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires de la classe capitaliste.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde.

Elle réclame :

1. La suppression des *armées permanentes* et l'organisation de la *nation armée*;
2. L'institution de *tribunaux arbitraux* chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations;
3. La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au *peuple* pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la *sentence arbitrale*.

Et elle proteste contre le système des *traités secrets*.

Mais la classe prolétarienne ne pourra en cette matière comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples.

(Congrès de Londres 1896.)

*
* * *

Paix internationale. Militarisme. Suppression des armées permanentes.

I. Le Congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur, dans la lutte quotidienne contre le militarisme, qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'*alliance* de la bourgeoisie et des gouvernements impérialistes, l'alliance des prolétaires de tous les pays.

Le Congrès indique comme moyens d'action :

1. Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin, l'*éducation* et l'*organisation de la jeunesse*, en vue de combattre le militarisme;

2. Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter *contre toute dépense militaire* et toute dépense pour la *flotte* et les expéditions militaires *coloniales*;

3. La commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler,

dans tous les cas d'importance internationale, un *mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun* dans tous les pays;

Le Congrès proteste contre les soi-disantes *conférences de la paix* comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du *Transvaal*.

II. 1. Le Congrès international socialiste de Paris flétrit avec indignation la politique sauvage d'oppression du *tsarisme russe* envers le *peuple polonais et finlandais* et engage les prolétaires de toutes nationalités, souffrant sous le joug du régime absolu, à se réunir pour la lutte commune contre cet ennemi commun de la démocratie et du socialisme.

2. Le Congrès condamne les atrocités du gouvernement anglais envers les *Boers* de l'Afrique du Sud.

Le Congrès socialiste international de Paris, affirmant une fois de plus les sentiments de sympathie fraternelle qui doivent unir tous les peuples, s'élève avec indignation contre les violences, les cruautés, les massacres commis en *Arménie*, dénonce aux travailleurs des deux mondes, la criminelle complicité des différents gouvernements capitalistes, engage les groupes parlementaires socialistes à intervenir à chaque occasion en faveur du peuple arménien, odieusement opprimé, auquel le Congrès adresse l'assurance de son étroite et ardente solidarité.

(Congrès de Paris 1900.)

La grève générale

Considérant que les grèves ne peuvent être entreprises avec succès que dans des circonstances spéciales et dans un but spécial, qui ne peuvent pas être déterminés d'avance ;

Qu'une *grève universelle* n'est déjà praticable à cause du développement économique si différent dans les divers pays, mais que, dès qu'elle est praticable, elle n'est plus nécessaire; considérant de plus que même une grève générale restreinte à un seul pays ne peut avoir de résultat, lorsqu'elle est faite pacifiquement, parce que d'abord les grévistes seraient les premiers à souffrir de la faim et contraints de capituler et qu'une grève violente par contre serait écrasée impitoyablement par les classes dirigeantes;

Le Congrès déclare :

Que dans les conditions politiques et sociales actuelles, tout au plus une *grève générale* d'industrie spéciale pourrait être pratiquée avec succès; les grèves en masse peuvent, il est vrai, dans certaines conditions être une arme très efficace, non-seulement dans la *lutte économique*, mais aussi dans la *lutte politique*. D'ailleurs c'est une arme qui, pour être maniée efficace-

ment, suppose une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière.

Le Congrès recommande en conséquence aux partis socialistes de tous les pays de poursuivre avec la plus grande énergie cette organisation, et passe, sur la question des grèves universelles, à l'ordre du jour.

(Congrès de Zurich, 1893.)

* * *

Le rapport de la minorité de la « commission de l'action économique et industrielle » relatif à la *grève générale* fut *rejeté* à une énorme majorité.

Voici les considérants de ce rapport :

Considérant qu'en France, dans plusieurs congrès nationaux, à Marseille (1892), Paris (1893), Nantes (1894), et Limoges (1895), les travailleurs syndiqués se sont prononcés en faveur de la grève générale de tous les métiers, comme étant un moyen d'affranchissement ;

Qu'en Belgique, une grève générale, même imparfaitement organisée, a beaucoup aidé à arracher le droit de vote à la bourgeoisie ;

Que la Suède et l'Autriche, luttant pour obtenir le même droit, ont préconisé le même moyen ;

Que si, à priori, la grève générale internationale ne paraît pas possible, il peut en être différemment d'une grève générale nationale ;

Mais que, actuellement, la question de la grève générale n'a pas été, dans tous les pays, l'objet d'une étude suffisante ;

Le Congrès invite les travailleurs de toutes les nations, et en particulier les syndicats, à étudier cette importante question, qui pourra être résolue dans un prochain congrès international.

(Congrès de Londres, 1896.)

* * *

Le mouvement croissant de la concentration des capitaux, le désordre économique irréductible par des moyens politiques résultant de leur concurrence, et, par suite, l'aggravation incessante de la situation des travailleurs ne rendent-ils pas inévitable un conflit direct entre le travail et le capital, qui prendra la forme d'une grève générale ?

Le Congrès, tenant compte des résolutions des Congrès internationaux de Paris et de Zurich, rappelle la résolution votée au Congrès international de Londres en 1896, qui traite de la grève générale ; cette résolution est ainsi conçue :

Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycots* sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale.

Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque de l'extension de l'organisation dépend l'extension des grèves à des industries entières ou à des pays entiers.

(Congrès de Paris 1900.)

XI

La Politique Coloniale.

Question de Siam

« Considérant les efforts faits par la presse française pour provoquer l'hostilité entre les deux peuples sur la *question de Siam*; considérant de plus que la création d'un puissant parti ouvrier est la meilleure garantie contre les agressions de la classe dirigeante qui cherche des débouchés pour les produits de l'industrie capitaliste;

« Le Congrès envoie ses vœux cordiaux de succès aux camarades français qui ont engagé la lutte électorale et qui représentent les principes de l'émancipation complète du travail et de la domination du capital. »

(Congrès de Zurich 1893.)

* * *

Le Congrès socialiste international de Paris,

Considérant,

Que le développement du capitalisme mène fatalement à l'*expansion coloniale*, cette cause de conflits entre les gouvernements;

Que l'*impérialisme* qui en est la conséquence

excite le *chauvinisme* dans tous les pays et force à des dépenses toujours grandissantes au profit du militarisme;

Considérant,

Que la politique coloniale de la bourgeoisie n'a d'autre but que d'élargir les *profits* de la *classe capitaliste* et la *maintien du système capitaliste* tout en épuisant le sang et l'argent du prolétariat producteur, et en commettant des crimes et des cruautés sans nombre envers les races indigènes des colonies conquises par la force des armes,

Le Congrès déclare,

Que le prolétariat organisé doit user de tous les moyens en son pouvoir pour combattre l'expansion coloniale de la bourgeoisie et flétrir en toutes circonstances et de toute sa force les injustices et les cruautés qui nécessairement en découlent dans toutes les parties du monde, livrées aux convoitises d'un capitalisme sans honte et sans remords;

Dans ce but, le Congrès préconise plus particulièrement les mesures suivantes :

1. Que les divers partis socialistes mettent à l'étude, la *question coloniale* partout où les conditions économiques le permettront;
2. Encourager d'une façon spéciale la *formation de partis socialistes coloniaux* adhérents aux organisations métropolitaines;
3. Créer des *rapports* entre les partis socialistes des différentes colonies.

(Congrès de Paris 1900.)

Les Libertés*Atteintes à la liberté*

Le Congrès affirme le droit imprescriptible de la *liberté de conscience, d'opinion et de presse*, ainsi que le *droit d'association et de manifestation* publique, dans tous les pays, pour tous les travailleurs et pour toutes les sections de la communauté.

Le Congrès engage les travailleurs de tous les pays à faire des efforts les plus énergiques pour obtenir l'amnistie des prisonniers politiques, exprime son mépris pour le système de provocation policière souvent employée dans le but d'arriver à la répression de mouvements avancés et engage les travailleurs à faire tout leur possible pour exposer publiquement et flétrir tous les actes de provocation de ce genre.

Le fait de mettre en rapport les salariés avec les employeurs ne saurait faire l'objet d'aucune spéculation ni d'aucun commerce.

(Congrès de Londres 1896.)

XIII

La question agraire

Le congrès affirme le *droit de la communauté au sol et au sous-sol*.

Le Congrès déclare qu'un des devoirs les plus impérieux pour la démocratie socialiste dans tous les pays est d'*organiser les travailleurs agricoles* aussi bien que les *travailleurs industriels* et de les incorporer dans les rangs de la grande armée du socialisme universel.

Le Congrès décide que toutes les nationalités présenteront au prochain Congrès un rapport sur les progrès de la *propagande dans les campagnes* et en général, sur la *situation agraire* dans leurs pays respectifs. Les rapports indiqueront notamment quelle *attitude*, quels *moyens* et quelle *méthode de propagande* les socialistes considèrent comme les mieux appropriés à la situation agraire dans leur pays, à l'égard des différentes catégories de travailleurs agricoles salariés, petits propriétaires, métayers, etc.

Le congrès décide que la question agraire, en raison de son importance capitale et de l'attention insuffisante qui lui a été accordée jusqu'ici dans les congrès internationaux, figurera à l'ordre du jour du prochain Congrès, et en tête de cet ordre du jour.

(Congrès de Zurich, 1893.)

Les maux toujours croissants que l'exploitation capitaliste de l'agriculture entraîne pour le cultivateur du sol et pour la société toute entière ne disparaîtront complètement que dans une société où le *sol* aussi bien que les *autres moyens de production* appartiendront à la *collectivité*, qui les fera exploiter dans l'intérêt commun en employant les procédés de culture les plus perfectionnés.

La condition économique et la division en catégories de la population agricole dans les différents pays présentent une diversité trop grande pour qu'il soit possible d'adopter *une formule générale* qui imposerait à tous les partis ouvriers les mêmes moyens de réalisation de leur idée commune et qui serait applicable à toutes les classes qui ont intérêt à cette réalisation.

Mais il y a, pour chaque parti ouvrier, une tâche essentielle et primordiale : l'*organisation* du *prolétariat rural* contre ceux qui l'exploitent.

En conséquence,

Le Congrès déclare qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les *moyens d'action* les mieux adaptés à la situation de chaque pays;

D'établir des *relations internationales* entre les *commissions d'études* créées ou à créer dans les différents pays, afin de centraliser les documents statistiques et autres travaux se rapportant à la question agraire.

(Congrès de Londres, 1896.)

XIV

La question féminine

Le Congrès invite les partis socialistes et ouvriers de tous les pays à affirmer énergiquement dans leurs programmes l'*égalité complète* des deux sexes et à demander d'abord ce qui suit :

Abrogation de toutes les lois qui mettent la femme en dehors du droit commun et public.

(Congrès de Bruxelles, 1891)

Education et développement physique

En présentant son rapport au Congrès, la commission d'éducation et de développement physique désire exprimer son avis quant à l'importance énorme qu'elle attache à cette question, soit au point de vue du mouvement socialiste, soit au point de vue du bien-être des classes travailleuses du monde entier.

Dans le système actuel d'exploitation capitaliste, les *enfants* des masses ouvrières sont arrêtés dans leur croissance physique, dépourvus de tout loisir, — condition expresse d'un développement harmonieux, enfin privés de toute accession à l'éducation et aux connaissances scientifiques, héritage commun de toute la race humaine.

Dans les circonstances actuelles, les *parents* de la classe prolétarienne luttent en vain pour assurer à leurs enfants les conditions de nourriture et autres sans lesquelles ne sont possibles ni la vie de famille, ni une société bien organisée.

En outre, l'emploi par le patron-capitaliste, du *travail des enfants et des adolescents*, dans le but de remplacer le travail des adultes, est une menace sérieuse aux conditions d'existence des

ouvriers, même les mieux organisés, parce que, en réduisant le taux des salaires, il n'en résulte aucun avantage même pour les familles que cela concerne.

Enfin, considérant que le bien-être futur de la société dépend de la *découverte* constante de nouvelles *vérités scientifiques* surtout dans le domaine de l'organisation économique, industrielle et sociale, les socialistes de tous les pays sont invités à appliquer leurs meilleurs efforts à promouvoir des recherches et des investigations scientifiques de la plus haute portée. Ils sont aussi invités à demander que les moyens nécessaires à semblable travail proviennent des fonds publics.

Les résolutions sont admises :

1. Le Congrès, tout en reconnaissant pleinement la *valeur de l'expérimentation individuelle* en matière d'éducation, déclare qu'il est du devoir primordial des pouvoirs publics de chaque pays d'établir un *système complet d'enseignement et d'éducation physique, scientifique, artistique, technique* (travaux manuels) depuis le *jardin d'enfants* jusques et y compris l'*université*.

Ces établissements seraient absolument *gratuits*, et les pouvoirs publics se chargeraient de l'entretien, afin que ces institutions soient accessibles à toutes les classes de la société.

2. L'organisation scolaire comprend un repas en commun par jour, ainsi que cela se fait dans les *cantines scolaires* sans distinction individuelle entre riches et pauvres; des organisations similaires, tenant compte des meilleures méthodes,

sont instituées pour l'entretien intégral et l'éducation, selon les meilleures méthodes, de tous les orphelins et de tous les enfants abandonnés.

3. L'*âge minimum* auquel les enfants seront exemptés de toute présence à l'école et légalement autorisés à être employés dans les fabriques de la petite industrie, comme aussi dans l'industrie domestique sera porté, graduellement, aussi vite que possible et dans tous les pays, à 16 ans accomplis.

4. L'emploi de *jeunes gens* au-dessous de 18 ans sera absolument et légalement interdit dans toute profession malsaine ou dangereuse et pour le travail de nuit.

5. Dans le but de continuer l'éducation de l'enfant et pour restreindre l'usage illégitime par les capitalistes du *travail infantile*, il ne sera permis à aucun employeur de se servir d'un garçon ou d'une jeune fille de moins de 18 ans, ni dans les manufactures, ni dans l'industrie domestique, pendant plus de 24 heures par semaine (système du demi-temps.)

L'enseignement *complémentaire* sera obligatoire.

6. En ce qui concerne les enfants, en tous cas, la *législation industrielle* de tous les pays devrait être fixée uniformément par voie d'*entente internationale*.

Le Congrès constate que les divers gouvernements n'ont nullement tenu les engagements solennellement pris par eux à la Conférence de Berlin en 1891, le gouvernement britannique

en particulier, puisqu'il autorise encore le travail des enfants depuis l'âge de 11 ans.

7. Pour la protection et l'éducation des enfants dans les centres industriels, il est absolument nécessaire que le *travail industriel* fait à *la maison* soit inspecté effectivement et réglé autant que le travail fait dans les manufactures.

Si un *employeur* capitaliste pour échapper à la législation industrielle donne à faire du travail au dehors, le Congrès déclare que celui-ci doit être *responsable* légalement, de ce que ce travail soit fait dans les conditions sanitaires ou autres, au même titre que si le travail était fait dans sa propre manufacture.

* * *

Le Congrès décide que cette commission continuera à subsister et que les commissaires, chacun dans son pays, étudieront la question de la réalisation des décisions adoptées.

Tous les renseignements et tous les rapports seront centralisés par un *secrétaire général*, d'où ils seront renvoyés de nouveau à tous les commissaires. Ceux-ci devront donc envoyer tous leurs travaux au nombre de vingt exemplaires.

(Congrès de Londres 1896.)

Socialisme Communal

Attendu que par « *Socialisme municipal* », on ne peut entendre un socialisme spécial, mais seulement l'*application des principes généraux* du socialisme à un domaine spécial de l'activité politique;

Attendu que les réformes qui s'y rattachent ne sont pas et ne sauraient être présentées comme devant réaliser la société collectiviste, mais qu'elles sont présentées comme s'exerçant dans un domaine que les socialistes peuvent et doivent utiliser pour préparer et faciliter l'avènement de cette société;

Considérant que la *commune* peut devenir un excellent *laboratoire* de vie économique décentralisée et en même temps une formidable forteresse politique à l'usage des majorités socialistes locales contre la majorité bourgeoise du pouvoir central, une fois qu'une autonomie sérieuse sera réalisée;

Le Congrès international de 1900 déclare :

Que tous les socialistes ont pour devoir, sans méconnaître l'importance de la politique générale, de faire comprendre et apprécier l'activité municipale, d'accorder aux réformes communales l'importance que leur donne leur rôle

« d'embryons de la société collectiviste » et de s'appliquer à faire des services communaux : *transports urbains, éclairage, eaux, distribution de la force motrice, bains, lavoirs, magasins communaux, boulangeries municipales, service alimentaire, enseignement, service médical, hôpitaux, chauffage, logements ouvriers, vêtement, police, travaux communaux, etc., etc.*; de faire de ces services des institutions modèles tant au point de vue des intérêts du public que de la situation des citoyens qui les desservent;

Que les communes trop faibles pour procéder à elles seules à la réalisation de ces applications doivent s'attacher à former des *fédérations communales*;

Que dans les pays où l'organisation politique ne permet pas aux communes d'entrer dans cette voie, tous les élus socialistes ont pour devoir d'user de tous leurs pouvoirs, en vue de fournir aux organismes communaux la *liberté et l'indépendance* suffisantes pour réaliser ces desiderata;

Le Congrès socialiste international de Paris décide qu'il y a lieu de convoquer un *Congrès international* des conseillers municipaux socialistes;

Ce Congrès aurait un double but :

a. Faire connaître toutes les *réformes réalisées* sur le terrain municipal et les avantages moraux et financiers obtenus;

b. Constituer un *bureau national* dans chaque pays et un bureau international chargés de centraliser tous les renseignements et docu-

ments relatifs à la vie municipale, de façon à faciliter l'étude des questions d'intérêt communal, par la communication des documents et renseignements;

Le soin de la convocation de ce Congrès est laissé au bureau permanent international.

(Congrès de Paris 1900.)

XVII

Des coalitions patronales et financières

Des Trusts

« Considérant que nous ne verrons la véritable fin des *coalitions patronales et financières, nationales et internationales*, que le jour où le prolétariat universel sera assez fortement organisé pour s'emparer des forces productives et organiser, au mieux des intérêts de la collectivité humaine, la production et l'échange des produits;

« Considérant, d'autre part, que cette organisation ouvrière réclamera de longs efforts et qu'il convient d'aviser au plus tôt;

« Le Congrès décide :

Les organisations ouvrières de chaque pays devraient mettre en demeure les pouvoirs publics de s'opposer, en vertu des lois existantes ou à élaborer, à toutes coalitions ou rings, ayant pour but d'accaparer, soit la matière première, soit les objets de première nécessité, soit le travail.

(Congrès de Paris, 1889.)

*
* *

Les Trusts

Les *trusts partiels* sont les coalitions des exploitants de l'industrie et du commerce dans l'intérêt de leur profit individuel.

Ces coalitions sont la conséquence inévitable de la concurrence dans un système de production et de distribution dont le but n'est pas de produire, mais exclusivement le profit pour les maîtres de la production. L'extension des moyens de production créant les moyens d'obtenir une masse de produits bien plus grande qu'il n'était possible aux détenteurs de moyens de production de vendre, devait rendre la concurrence l'ennemi du profit, devait donc dans le système actuel, éliminer la concurrence, la remplacer par l'entente et la coopération des maîtres de la production. Ainsi les trusts sont inévitables. Ils sont en partie une forme plus haute de la production, pour autant qu'ils rendent la production avec le profit pour but et la distribution plus rationnelle, plus économique, évitent le gaspillage de la surproduction, mènent à une réduction des frais de production, réalisent une diminution des frais de transport, des frais de réclame et de vente, en général, des frais d'intermédiaires.

Mais, d'un autre côté, les trusts ont la tendance de faire à la longue la hausse des prix partout et toujours où l'intérêt des capitalistes coalisés le demande, d'empêcher la baisse des prix qui proviendrait d'une production améliorée. Ils ont, en outre, sinon comme but,

souvent pour effet, d'augmenter l'oppression des travailleurs, en opposant à leurs unions et leurs tentatives d'organisation, la puissance compacte des patrons unis.

Les *pools* et les *coalitions* n'ont absolument pas le caractère d'une organisation impérieuse des *trusts* et *cartels*, mais opèrent uniquement l'élévation des prix des nécessités de la vie; ils sont tout spécialement désastreux pour l'intérêt général de la population et méritent d'être rigoureusement dénoncés.

Toutefois, en démontrant aux travailleurs la pression à laquelle les trusts les assujettissent, le Congrès socialiste international ne recommande pas d'essayer d'empêcher la formation de ces coalitions, leur formation étant le résultat logique du système de production, — une législation répressive pouvant tout au plus en modifier la forme, mais ne pourrait sérieusement en entraver l'action. Les partis socialistes, toutefois, ne s'opposent pas à ce que les lois rendent obligatoires aux trusts la publicité de leur façon d'opérer et de leurs résultats financiers.

La seule issue réelle de l'oppression actuelle de ces coalitions doit être la nationalisation et dans un stade consécutif, la régularisation internationale de la production dans telles branches où les trusts internationaux auront atteint leur plus haut développement.

L'action pratique du prolétariat doit donc être d'améliorer une organisation de classe, politiquement et économiquement, — ces deux

actions étant renforcées par l'action coopérative, afin de préparer et de rapprocher l'époque de l'expropriation publique des grandes branches de production, complètement organisée par les trusts, sera devenue possible.

Ainsi se transformera graduellement la production privée, ayant le profit comme but, en production sociale, qui aura pour objet le produit.

(Congrès de Paris, 1900.)

XVIII

La question Juive

De l'attitude que les travailleurs organisés de tous les pays doivent prendre concernant la question juive.

Le Congrès :

Considérant que les partis socialistes et ouvriers de tous les pays ont toujours affirmé qu'il ne pouvait y avoir pour eux d'antagonisme ou de combats *de races ou de nationalités* mais seulement la *lutte de la classe des prolétaires* de toutes les races contre les capitalistes de toutes les races ;

Considérant que pour les *populations ouvrières de langue juive*, il n'y a pas d'autre moyen d'émancipation que leur union avec les partis ouvriers ou socialistes de leurs pays respectifs ;

Tout en condamnant les *excitations anti-sémitiques et philosémitiques*, comme une des manœuvres par lesquelles la classe capitaliste et la classe gouvernementale cherchent à faire dévier le mouvement socialiste et à diviser les travailleurs ;

Décide, qu'il n'y a pas lieu de traiter la question proposée par la délégation des groupes socialistes américains de langue juive et passe à l'ordre du jour.

(Congrès de Bruxelles 1891.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Aux partis ouvriers socialistes.	5
I. <i>Les ordres du jour des congrès.</i>	7
II. <i>Organisation des Congrès. — Conditions d'admission</i>	15
III. <i>Organisation socialiste internationale.</i> . de 19 à 24	
Organisation de la démocratie socialiste au point de vue international.	
Comité socialiste international.	
Bureaux internationaux d'informations.	
Bulletin d'informations pour les émigrants.	
Conférence interparlementaire.	
Secrétariat international.	
Exécution des décisions des congrès.	
Siège du comité socialiste international permanent.	
Ses attributions.	
Titre du parti.	
IV. <i>Action économique et action politique de la classe ouvrière. — Action internationale.</i> de 25 à 42	
Action économique.	
Tactique politique.	
Action politique.	
La question industrielle.	
Conditions nécessaires à l'affranchissement du travail.	
Lutte pour le suffrage universel; législation directe par le peuple.	
Conquête des pouvoirs publics.	
Alliances.	

- V. *Organisation nationale et internationale de la classe ouvrière.* de 43 à 50
- Etablissements des relations entre les organisations.
 - Fédérations nationales et internationales.
 - Bulletin international.
 - Carte internationale.
 - Comités nationaux.
 - Organe central international.
 - Correspondance.
 - Statistique.
 - Communications.
 - Grèves.
 - Boycotts.
 - Coalitions.
 - Congrès professionnels internationaux.
 - Bourses de travail.
 - Immigration.
- VI. *Organisation des travailleurs de la mer* . . . 51
- VII. *Manifestation internationale du 1^{er} Mai.* de 57 à 62
- Sa signification.
 - La journée de huit heures.
 - Moyens.
- VIII. *Législation internationale du travail.* de 63 à 74
- Réglementation légale de la journée.
 - Travail du jour, de nuit, des jours fériés; des adultes, des femmes, des enfants.
 - Surveillance des établissements industriels.
 - Repos.
 - Salaire.
 - Bureaux de placement.
 - Accidents.
 - Travail des prisons.
 - Travailleurs étrangers.
 - Minimum de salaire.
 - Industries insalubres.

Voies et moyens pour faire triompher ces revendications.	
Conférence de Berlin.	
Enquête permanente.	
Protection des ouvrières.	
Du travail aux pièces et à forfait.	
IX. <i>Militarisme.</i>	de 75 à 82
Abolition des armées permanentes.	
Armement général du peuple ou nation armée.	
Des devoirs de la classe ouvrière.	
Causes principales.	
Paix internationale.	
Agitation anti-militariste.	
Conférences de la paix.	
X. <i>La grève générale</i>	83
XI. <i>La politique coloniale</i>	de 87 à 88
Siam, Transvaal, Arménie.	
XII. <i>Les Libertés.</i> — Atteintes aux libertés . .	89
XIII. <i>La question agraire</i>	91
XIV. <i>La question féminine</i>	93
XV. <i>Education et développement physique</i> . .	de 95 à 98
Organisation de l'enseignement public.	
Cantines scolaires.	
Travail infantile.	
Travail domestique.	
XVI. <i>Socialisme communal</i>	de 99 à 102
Services communaux.	
Fédérations communales.	
Congrès international de conseillers.	
Bureau national et bureau international.	
XVII. <i>Des coalitions patronales et financières.</i> de 103 à 106	
Trusts, pools, coalitions.	
XVIII. <i>La question juive</i>	107